

5 octobre, 2023 -

<https://www.newswire.ca/fr/news-releases/avis-aux-medias-manifestation-pour-le-droit-au-logement-et-plus-de-logements-sociaux-a-ottawa-813777529.html>

October 5, 2023 -

Pour le droit AU LOGEMENT! | Housing is a RIGHT!

Bonjour à toutes et à tous! Mon nom est Catherine Larocque et je suis ici avec vous aujourd'hui - sur le territoire non cédé de la nation algonquine en tant que présidente du SCFP 2626. Notre syndicat compte près de 4000 étudiants et étudiantes aux premier et deuxièmes cycles à l'université d'Ottawa qui travaillent en tant qu'assistant-e à l'enseignement, qu'assistant-e de recherche, correcteurs et correctrices, surveillant-e-s d'examen, sauveteurs et sauveteuses, et travailleurs et travailleuses de la vie en résidence et NOUS NE POUVONS PAS PAYER NOS LOYERS! C'est surtout atroce quand nous nous rappelons que ce territoire, le territoire sur lequel le parlement est situé, était un site d'inhumation pour la nation algonquine qui a été profané par la construction des édifices.

Good morning everyone - My name is Catherine Larocque and I am here with you today - on the unceded and unsurrendered land of the Anishinaabe Algonquin Nation in my position as the President of CUPE 2626. We are a union of nearly 4,000 graduate and undergraduate students working as teaching assistants, research assistants, correctors, exam proctors, lifeguards, and residence life workers from the University of Ottawa, and WE CANNOT AFFORD HOUSING! It's particularly atrocious when you consider that the land on which we stand, the actual land on which the parliament is built, was a burial ground for the Algonquin Nation which was desecrated by the constructions of the buildings.

Mais aujourd'hui, nous sommes en solidarité avec le Front d'action Populaire en réaménagement urbain-FRAPRU — pour demander au gouvernement fédéral et au premier ministre de se rappeler que le droit au logement est un droit de la personne¹. À date, la stratégie nationale sur le logement est un échec et il est temps que le gouvernement fasse le choix entre être un champion du logement social, ou un pion des promoteurs est investisseurs.

But today we are in solidarity with the *Front d'action Populaire en réaménagement urbain-FRAPRU* — to ask the federal government and the prime minister to remember their assertion that housing is a human right. To date, the National Housing Strategy has been an abject failure and it is time for the

1

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1068882/logement-abordable-ottawa-strategie-devoilee-40-milliards-di-x-ans>

government to make the choice between championing public hours, or being a pawn to real estate developers and investors.

À l'heure actuelle, le stock en unités de logement public au Canada est de seulement 3.5% — la MOITIÉ de la moyenne des pays dans le OECD. Depuis août 2023, la moyenne d'un loyer au Canada est de 2048\$/mois. Les étudiant(e)s diplômé(e)s à travers le Canada reçoivent des salaires annuels d'entre \$0 à \$15,000 par année. À Ottawa, la moyenne d'un loyer a grimpé de 21.6% depuis 2021. La dernière fois que le gouvernement du Canada a investi dans des nouveaux logements sociaux était 1994! Pensez-y— la majorité de mes étudiant(e)s sont né(e)s APRÈS 1994. C'est une génération entière qui n'a JAMAIS connu le pouvoir d'un investissement dans le logement social.

Today, Canada's public housing stock is at a dismal 3.5% – HALF the OECD average². As of August 2023, the median rent in Canada is \$2,048 a month. Graduate students across Canada face annual salaries of as little as \$10-\$15,000 a year. In Ottawa, rent increased by 21.6% since 2021. The last time Canada invested in *new* social housing was 1994! Most of my students are younger than that! Think about that- this entire generation of university students has *never* seen investment in new social housing.

Cette génération d'étudiant(e)s— qui n'ont jamais connu un investissement dans le logement social - consacrent la majorité de leur budget pour payer leur loyer et iels doivent trouver plusieurs jobs - ou des "hustles" comme on dit— pour terminer leurs études. Et ceci est en plus du fait que la majorité des étudiant(e)s ne peuvent pas se permettre d'étudier au niveau post-secondaire même s'ils ont un logement abordable et sûr en raison des prêts pour les étudiant(e)s, le démantèlement des bourses d'études, et le sous-financement chronique des étudiant(e)s et du secteur postsecondaire. En combinaison, ces facteurs aggravent les inégalités systémiques dans notre société; les étudiant(e)s qui n'ont pas accès au soutien financier de leur famille ont de plus en plus de difficulté à accéder à l'éducation postsecondaire. Nos étudiant(e)s SOUFFRENT sous une rationalité néolibérale qui ne se soucie pas du bien commun et qui viole les principes de base de la démocratie. En 2019, le gouvernement a reconnu que le droit au logement est un droit de la personne. Ou est l'engagement du gouvernement de joindre leur mots avec leurs actions? Ou est notre gouvernement quand mes membres vivent clandestinement dans la bibliothèque puisqu'ils ne peuvent pas se permettre un loyer abordable et stable?

This generation of students- who have never known investment in social housing- spend most of their budget on rent and have to struggle to find side jobs - "hustles"- to get through their degrees. And this, on top of the fact that most students cannot afford to study even *if* they had housing because of student loans, the systematic dismantling of scholarships and the systematic underpayment of students to name a few. Taken together, there is a dangerous worsening of systemic inequalities; *students without family wealth to lean on have a harder time focusing on their academics*. They are suffering under a neoliberal rationality that doesn't care about the common good and violates even

² <https://cupe.ca/canadas-housing-affordability-crisis-requires-wartime-public-effort-cupe>

minimal liberal democratic principles. In 2019, the federal government affirmed that housing was a human right. Where is the government's commitment to putting their money where their mouths are? Where is the government's commitment to housing as a human right when my members are covertly living in the university library because they cannot secure reliable affordable housing?

Pour nos étudiant(e)s internationaux, la situation est encore PIRE! Récemment, les médias ont tenu des propos que les immigrant(e)s, les réfugié(e)s, et les étudiant(e)s internationaux sont la cause de la crise de logement. Les universités, telles que l'uO, admettent que les frais de scolarité des étudiant(e)s internationales représentent une majorité de leur revenu (et leurs profits!). Par conséquent, les universités intensifient le recrutement des étudiant(e)s internationaux tout en augmentant leurs frais de scolarité. À l'UO, les frais de scolarité pour les étudiant(e)s internationaux a augmenté pas 12% cette année seulement, et les étudiant(e)s internationaux paient DÉJÀ près de trois fois les frais de scolarité des étudiant(e)s domestiques. Et tout cela SANS AUCUN SOUCI de la part des universités pour où ces personnes vont habiter lors de leur arrivée. Ces étudiant(e)s - nos membres - luttent pour survivre au Canada tout en faisant face à des accusations racistes et xénophobiques qu'ils ont supposément causé la crise puisque les locaux doivent "rivaliser" sur le marché locatif privé.

For our international students, the situation is even worse. Recent rhetoric in the media has made xenophobic claims that migrants, refugees, and International students are to blame for the housing crisis. Universities like uO readily admit that international student tuition makes up the bulk of their revenues (and profits!). As a result, many universities are ramping up recruitment of international students all while increasing their tuition. At uOttawa, tuition for international students increased by 12% this year alone, and this even when international students often pay *three times* the tuition of a domestic student! And all this with *ZERO* care given by the university to where the students will live when they arrive. These students—*our members*—then struggle to survive here while facing racist and xenophobic accusations that they somehow have caused the housing crisis because locals have to 'compete' in the private rental market.

Les employeurs, surtout les universités, ont un rôle important à jouer dans la lutte pour un logement abordable. Bien qu'ils aiment des beaux mots par rapport à l'équité et l'inclusivité, il n'y a AUCUNE action concrète pour assurer des conditions d'apprentissage pour TOUT(E)S les étudiant(e)s, n'importe leur background. Actuellement, nous avons le cas d'une étudiante internationale candidate au doctorat qui est complètement isolée par la crise de logement. Elle ne peut pas emmener son enfant de 4 ans ici tant et aussi longtemps qu'elle ne trouve pas un logement abordable et stable. De plus, en raison des difficultés à obtenir un logement, elle a perdu l'opportunité de travailler un stage qui lui a été promis dans la lettre d'offre. Plusieurs de nos membres travaillent 3 jobs ou plus pour joindre les deux bouts, tout en essayant de poursuivre leurs études.

Employers, especially universities, have an important role to play in the fight for affordable housing. While they like to pay lip service to equity, inclusion and diversity, there is no action to create

supportive learning conditions for students from all backgrounds. A PhD candidate – and an international student– is isolated by the housing crisis here. She cannot bring her four year old with her until she secures affordable and reliable housing for the duration of her studies. Moreover, due to the complications with housing, she lost out on the work placement she was promised with her letter of offer. Many of our members work more than three jobs to make ends meet, all while keeping up with their studies.

Voici la vérité: nous ne confrontons pas une crise de logement du tout, c'est une crise de logement INABORDABLE! Il y a PLEIN de condos haut de gamme mais pas assez de logements PUBLIC. Je n'en peux plus d'assister aux réunions du conseil municipal pour discuter de nouveaux projets par des investisseurs et développeurs et on me dit que les loyers abordables seront dictés par le marché.” Le National Alliance to End Homelessness a rapporté que chaque fois que le loyer moyen augmente de 100 dollars par mois, il y a une augmentation de 9% au sans-abrisme. C'est pour ça que les membres de nos communautés sont laissés seuls dans les rues, contribuant à ce que des économistes Américains appellent les “deaths of despair” (mort de désespoir). Ces politiques de logement sont littéralement MORTELLES.

Here is the truth: What we are facing is not a housing crisis at all, it's an UNAFFORDABLE housing crisis. There are PLENTY of high-end condos but not enough affordable housing and particularly NO SOCIAL HOUSING. I am tired of attending city council meetings for new developments and being told the availability of affordable housing “will be dictated by the market.” The National Alliance to End homelessness reported that each time the average rent increased by \$100 per month, the effect was a 9% increase to the unhoused population³. That's why the unhoused members of our communities are left alone in the streets, contributing to what US economists call the “death of despair”. These housing policies are literally DEADLY.

Nous sommes ici aujourd'hui parce que le logement public est une GARANTIE d'un logement abordable— en permanence — les résidents et visiteurs du Canada ne méritent rien de moins. Les gouvernements ne devraient PAS mettre en œuvre des politiques de logement qui enrichissent les promoteurs et investisseurs. Ils devraient DÉVELOPPER le logement SOCIAL et réglementer le marché de logement à but lucratif— y-inclus les logements à but lucratifs dans les universités. Le choix est simple: défendre le logement social et montrer au monde que le Canada est sérieux lorsque nous affirmons que le logement est un droit de l'homme ou bien succomber aux intérêts des entreprises et à la rhétorique xénophobe.

Today, we are here because social housing guarantees affordability—permanently- and the residents and visitors to Canada deserve nothing less. Governments shouldn't be implementing housing policies that make developers richer. They should be expanding social housing and regulating for-profit housing—including for-profit housing at universities. The choice is simple: champion public housing

and show the world we mean it when we say housing is a human right, or succumb to corporate interests and xenophobic rhetoric.

Nous avons le droit de savoir: OÙ SONT NOS LOGEMENTS PUBLIC?

We deserve to know: Where is our housing?